

Technopolice : vigilance et auto-défense numérique

Le collectif Technopolice lutte contre la surveillance massive de nos faits et gestes à laquelle nous sommes soumis. Ses armes : l'information, la conscientisation, par le biais de balades et d'ateliers d'auto-défense numérique.

« Pour les caméras privées, regardez plutôt à la hauteur des portes. Les publiques sont souvent placées plus haut, ce sont de plus gros modèles multidirectionnels. » Par petits groupes de quatre, la vingtaine de participants à la balade de cartographie de la surveillance organisée par le collectif Technopolice s'égayent dans le quartier de la gare du Nord. A chaque groupe sa zone - la nôtre est colorisée en brun sur la carte. Catherine accompagne son fils Thom¹ : « C'est un sujet qui m'inquiète. Je n'ai rien à cacher, mais le fait d'être toujours potentiellement surveillé me donne le sentiment d'une perte de liberté. » Dès les premiers cent mètres, une caméra pointe son objectif au-dessus d'une porte. « Il est autorisé de filmer exclusivement son espace privé, remarque

Corentin, membre de Technopolice, mais l'angle de prise de vue est très souvent beaucoup plus large. Et la police n'est pas vraiment contre... Elle est plutôt intéressée de savoir qu'une caméra existe - il faut lui déclarer son installation. » Une plaque signalant le dispositif est aussi censée être apposée. Au long des rues, tous les cas sont visibles : des caméras sans plaque, des plaques sans caméra - un espoir de dissuasion à moindres frais ? - et, quelquefois tout de même, les deux. Dans tous les coins de ce quartier populaire, les objectifs qui surveillent les passants sont présents. Au-dessus des boutiques, des garages, des cafés, des feux rouges, de chaque place publique, à la porte d'une église même. « C'est un peu le jeu "Où est Charlie ?" »², rigole Thom. « Je ne peux plus partir en vacances sans voir des caméras partout », constate Corentin. Même des maisons privées sont munies de ces petits engins espions. « Les caméras publiques sont plus nombreuses dans le centre ville, les centres commerçants, poursuit le membre de Technopolice, et dans les quartiers populaires autour de ces centres - Matonge, Cureghem, Molenbeek, ici... Mais les divergences se réduisent parce qu'il y a de plus en plus de caméras, sur tous les territoires. » Surveillance des dépôts clandestins et des bulles à verre, respect de la Zone de basse émission, les raisons invoquées pour ajouter de nouveaux dispositifs ne manquent pas. « Et l'arrivée des petites caméras reliées simplement à un ordinateur a fait encore augmenter la présence des systèmes

privés - même si elles ne sont pas nécessairement en fonction, ou n'enregistrent rien, les gens ayant l'idée que leur simple présence est dissuasive. » Au fil des rues, Catherine et Corentin entrent sur une carte dans leur smartphone (le collectif en a à disposition pour tous ceux qui n'en possèdent pas) la position des caméras. L'impression est désagréable : elles sont absolument partout... Thom, qui est cameraman, s'intéresse évidemment beaucoup à cette présence continue de l'image. « Les caméras colonisent notre quotidien, mais il y a toujours un hors-champ... La majorité des crimes se passent hors-champ, alors à quoi servent réellement ces caméras ? » Matvei, qui vient de sillonner entre autres la très commerçante et populaire rue de Brabant, constate : « Plein de gens se surveillent eux-mêmes, finalement... Et si la police a envie de traquer mon trajet, rien de plus facile, je n'ai pas croisé une rue sans caméra... » Cap, militant d'Extinction Rebellion, a d'ailleurs renoncé à les éviter lors de ses actions de désobéissance civile. « C'est un peu décourageant cette impression que la majorité des citoyens se dit que si tu n'as rien à cacher ce n'est pas un problème. Mais venir ici permet de se sentir moins seul, de quitter un peu son écran pour réinvestir l'espace public. »

Une surveillance tangible

« Nous avons eu cette idée de balades précisément pour rendre cette surveillance visible, tangible », explique Pavel, membre de Technopolice.

Feux rouges,
magasins, cafés...
ou domiciles privés,
des caméras nous
regardent partout
dans la ville.

« C'est une porte d'entrée vers différents enjeux qui ne sont jamais discutés, complète Julien, autre militant du collectif. Qui paye pour tout ce matériel, par exemple ? Qui surveille-t-on, pourquoi ? Qui définit ce que sont les "comportements suspects" ? Ce sont des questions démocratiques qui ne sont jamais posées. »

Plus largement, c'est notre société de surveillance et de contrôle social que critique le collectif. Avec pour première arme la conscientisation. Technopolice cartographie, mais aussi collecte et diffuse les éléments d'information dont il dispose, organise des formations. « Nous cherchons à donner des clés de compréhension aux gens. Mieux comprendre ces enjeux permet de trouver des pistes de résistance. » Car la surveillance ne cesse de s'étendre, et la crise du Covid a encore renforcé le mouvement. Les drones se multiplient lors des manifestations - ou des soirées dans des jardins... La reconnaissance faciale devient possible avec de plus en plus de dispositifs. « A la gare du Midi, les caméras sont à présent installées pour faire face aux portes d'entrée, d'ascenseurs, d'escalators. La reconnaissance est utilisée à l'aéroport... Un centre de vidéosurveillance n'a pas le droit d'en faire, mais avoir une photo de quelqu'un et repérer cette personne dans une foule est autorisé. La reconnaissance faciale est pourtant une technique très problématique, où les faux positifs sont nombreux, les biais raciaux aussi. »

La 5G est un exemple emblématique de cette extension du domaine de la surveillance. « Elle pose évidemment un énorme problème écologique, expose Pavel, mais si nous prenons les lunettes de la surveillance, la 5G facilitera largement la mise en place des caméras : à l'heure actuelle il faut des câbles de fibre optique, ouvrir les trottoirs, ou utiliser un réseau wifi pas toujours stable. Ce ne sera plus le cas. L'ensemble des dispositifs de vidéosurveillance pourra être connecté en faisant tourner la reconnaissance »



Sur le volcan

“ Le “je n’ai rien à cacher” est lié d’abord à un ordre actuel qui fonctionne selon notre intérêt. Mais cet ordre n’est pas favorable à tous, de plus petits groupes dans la société ne correspondent pas à la norme majoritaire. Et puis cette norme peut changer, des comportements acceptables aujourd’hui peuvent ne plus l’être demain ou dans un autre contexte »

Pavel, Technopolice

› faciale. » Sans compter la triangulation des téléphones portables, dont la précision passe d’une centaine de mètres aujourd’hui à quelques centimètres avec la 5G, ou la collecte (encore plus) massive de données par les Gafam. En étudiant les demandes de permis, Technopolice a réalisé une carte des antennes 5G (« light » ou standard) déjà installées (même si encore inactives probablement en Wallonie). « C’est un symbole de l’argument “on ne peut pas arrêter le progrès”, commente Julien. Et on ne regarde alors pas les externalités... » La liste est longue de ce « solutionnisme technologique », comme le dénonce Pavel. Plutôt que de diminuer les flux de transports en ville, on les « optimise » à coups de dispositifs techniques ; on installe des poubelles « intelligentes », qui consomment de l’énergie, plutôt que de les faire contrôler par des humains ; on multiplie les technologies de surveillance avec l’argument de contrer le terrorisme (« alors que ce n’est pas ça qui l’arrêtera ») plutôt que de chercher à en dénouer les raisons ; on prône l’usage d’une application Coronalert (« sans que rien ne prouve son efficacité ») plutôt que d’investir dans les hôpitaux... « Toutes ces problématiques sont transformées en questions techniques auxquelles des solutions technologiques pourraient répondre pour montrer ainsi qu’on fait quelque chose, mais sans remonter à leurs sources. Nous voulons remettre la technologie dans son contexte politique. »

Rien à cacher

Une trentaine de personnes sont réunies ce dimanche soir de mai. Au programme, un atelier d’auto-défense numérique. Ordinateurs et téléphones portables sont des portes largement ouvertes pour qui veut sur nos habitudes, nos liens, nos faits et gestes, nos opinions, nos préférences. Nous le savons à peu près tous – et les révélations d’Edward Snowden entre autres l’ont largement mis en lumière – et

pourtant bien peu d’entre nous s’en indignent et agissent en conséquence. Car, comme le disait Catherine lors de la balade, « nous n’avons rien à cacher ». C’est un argument contre lequel se bat Technopolice avec force. « Si je n’ai rien à me reprocher, je n’ai rien à craindre... Nous sommes dans un Etat de droit, il y a des garde-fous, rien de grave ne peut arriver... » Le groupe tente de faire prendre conscience de la dimension collective de cette question et de notre responsabilité citoyenne par rapport à ceux qui n’ont pas la chance « de correspondre à la norme dominante ».

« Car ce “je n’ai rien à cacher” est lié d’abord à un ordre actuel qui fonctionne selon notre intérêt, explique Pavel. Mais cet ordre n’est pas favorable à tous, de plus petits groupes dans la société ne correspondent pas à la norme majoritaire. Et puis cette norme peut changer, des comportements acceptables aujourd’hui peuvent ne plus l’être demain ou dans un autre contexte. » Or si l’écrasante majorité des mails échangés, des recherches sur Internet, des consultations de sites se font sans le moindre cryptage et confidentialité, ceux qui y ont recourt par nécessité sont immédiatement perçus comme suspects. « C’est collectivement que nous pouvons protéger les minorités, la démocratie », insiste Julien. Si même les envois de photos de chats sont chiffrés, ceux qui contiennent des informations véritablement sensibles ont plus de chance de passer inaperçus.

« En réalité, nous avons tous quelque chose à cacher, poursuivent les

membres du collectif. Il n’y a pas grand monde qui donnerait volontiers son code d’accès à sa boîte mail. Et ce n’est pas parce qu’on veut cacher quelque chose, qu’on préfère l’anonymat, qu’on a fait quelque chose de mal ! » Avoir une vie véritablement privée, se soustraire au regard des autres est capital pour la construction de soi, de son autonomie, pour se donner le droit à l’erreur et au changement. « L’auto-censure n’est pas le seul problème potentiel, ajoute Pavel, se savoir surveillé induit une pensée de meute et rend très difficile le développement d’une pensée dissidente. Cela pose question en démocratie... »

Dans l’assemblée, Arthur, jeune étudiant qui s’intéresse à la digitalisation de la société, s’inquiète du peu de questions que nous nous posons. « Nous sommes sur WhatsApp, c’est confortable, et on y reste, même si nous savons qu’il y a un problème... C’est vraiment important de réfléchir à ce type de choses. » Sa voisine Céline, une professeure, abonde dans le même sens avec l’entrée de Microsoft et de son logiciel Teams à l’école. « Souvent on se dit qu’on n’arrivera pas à faire changer les choses, qu’on est trop peu à se sentir concernés... et on ne bouge pas. Mais dorénavant je vais passer à Linux et faire tout en crypté ! »

Du côté des orateurs, Pavel et Bernard tentent (avec succès) d’être les plus didactiques possible, même si le public de ce soir-là est majoritairement composé de personnes déjà averties. « Notre but est de montrer à quel point nous sommes surveillés. A chacun ensuite de choisir son modèle de menace et d’adapter ses comportements en



conséquence. En sécurité informatique il faut d’abord avoir une compréhension du système, sinon un outil peut être mal utilisé et procurer un (faux) sentiment de sécurité. » Dans quelle mesure ai-je besoin de me protéger ? Qu’est-ce que je veux protéger ? De qui ? Quelles difficultés suis-je prêt à rencontrer pour tenter de prévenir les conséquences potentielles d’une surveillance ?

Juliette, une des militantes de Technopolice, écoute attentivement dans le fond de la salle. « Je débute dans ma recherche d’autonomie, témoigne-t-elle, j’ai commencé à m’intéresser aux alternatives parce que je me sentais un peu inscrite malgré moi sur les réseaux sociaux notamment. C’est moins confortable, mais cela me permet de garder une distance critique par rapport à ce que je fais, d’en prendre plus conscience. C’est un choix politique. »

Schémas à l’appui, on passe en revue l’intérêt des logiciels libres, « une bataille fondamentale à mener : soit c’est le logiciel qui contrôle l’utilisateur, soit c’est l’utilisateur qui contrôle le logiciel » ; on détaille ce qui se passe derrière notre écran lorsque nous consultons une page web, et comment notre fournisseur d’accès et notre moteur de recherche récoltent ainsi une mine d’informations, tout comme les multiples trackers et cookies présents sur la moindre page³ ; avant de passer au téléphone mobile - « une seule vraie solution, vous en débarrasser... » A défaut, Pavel lui a au moins « dégooglisé » son smartphone. « Mais c’est long, compliqué, et ça ne fonctionne pas toujours. » Comme l’explique Bernard, la protection des communications est très pauvre, et « pour vous contacter on doit savoir où vous êtes, donc on peut vous tracker. Et même si votre

téléphone est protégé au maximum, il est toujours possible d’en tirer plein d’informations... »

Le dimanche suivant, à la fin de la balade, Lucien explique les sacrifices auxquels il a consenti pour rendre un peu plus privés ses usages numériques. « Certains logiciels, systèmes ou applications sont facilement remplaçables, d’autres pas vraiment. Je fais des concessions sur le confort c’est évident, c’est moins rapide, parfois chiant. Mais ça vaut la peine, même si ce n’est pas à fond. Déjà être sur Signal plutôt que WhatsApp : j’ai réussi à convaincre d’autres personnes d’y passer, c’est déjà ça, c’est déjà une petite baisse du niveau de surveillance. »

Se réapproprier ces outils est un premier pas. Technopolice a d’ailleurs programmé une séance « cours pratique » à la rentrée, pour aider ceux qui veulent se lancer dans la bataille pour la protection de leur vie privée et de notre vie démocratique. « C’est important que les militants de toutes sortes de luttes se penchent sur cette question, conclut Pavel. Car elle est la base de toutes les autres, elle est essentielle. » ● Laure de Hesselle

1. Certains noms ont été modifiés pour respecter l’anonymat de nos interlocuteurs.
2. Livres-jeux dont l’objectif est de retrouver sur une image très dense et chargée un personnage à bonnet et pull marin, Charlie.
3. Mais pas sur le site d’Imagine !

Patience, les arpenteurs de Technopolice cartographient tous les dispositifs de surveillance.



TECHNOPOLICE.BE

